

l'obligation pour les parents d'y envoyer leurs enfants ; puis, de faire comprendre aux fidèles toute l'injustice de la néfaste loi scolaire de 1890 et l'insuffisance des réparations qu'on a tenté d'y apporter et qu'on veut nous imposer comme un règlement définitif et le dernier mot de cette grave question.

La meilleure preuve que la question n'est pas réglée, c'est qu'aucun droit essentiel ne nous a été rendu de par la loi ou même de par le fait, et on peut le constater facilement en lisant le détail de nos réclamations.

Néanmoins, pour nous conformer à la direction du T. Saint Père demandant que nous acceptions les *réparations partielles* qui nous seraient accordées au moins par le bon vouloir des Gouvernants, nous sommes par Sa Grandeur Mgr l'Archevêque, à entrer résolument dans la nouvelle voie, à redoubler de zèle pour fortifier et étendre l'organisation scolaire actuelle en formant de nouveaux arrondissements, en bâtissant des maisons d'écoles, et surtout en formant des maîtres et maîtresses catholiques brevetés.

Cette lettre pastorale, fidèle reflet de la lumineuse encyclique de l'illustre Léon XIII, notre père bien-aimé, est bien propre à tenir notre population catholique en éveil et à remplir tous les cœurs d'espérance malgré les tristesses du moment qu'elle nous signale. Elle sera, nous l'espérons, une leçon salutaire pour ceux qui s'égarèrent en des récriminations amères et stériles, et aussi pour les politiques intéressés trop empressés à crier sur les toits que tout va au mieux ! Les premiers oublient la direction du Pasteur des Pasteurs et ne se doutent pas que leur conduite sent la révolte sourde, le dépit mal déguisé, l'hérésie même ; *sapit heresim*. Les seconds sont de mauvais farceurs qui, tantôt, avec une dévotion affectée, invoquent l'encyclique *Affari vos* en faveur de leurs chefs politiques et contre l'épiscopat Canadien, tantôt, se moquent de ce magistral document en le contredisant positivement !

Pour nous, nous ne connaissons qu'un seul devoir : l'obéissance au Pape, et nous croyons que c'est le seul moyen de sauver la situation, même au point de vue social, au point de vue de la situation.